

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 13/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STERIMED SAS (Ex ARJOWIGGINS)

117 quai du président Roosevelt
92130 Issy-les-Moulineaux

Réf : 2024-91-PR

Code AIOT : 0006601361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 de la papeterie exploitée par la société STERIMED implantée Route de Céret sur la commune d'Amélie-les-Bains-Palalda. L'inspection a été annoncée le 15/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont :

- action nationale PFAS
- action nationale sécheresse
- risques accidentelles
- surveillance des rejets

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STERIMED SAS (Ex ARJOWIGGINS)
- Route de Céret 66110 Amélie-les-Bains-Palalda
- Code AIOT : 0006601361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STERIMED SAS exploite une papeterie qui se situe en rive droite du Tech à environ 2 km en aval d'AMELIE LES BAINS en face du village de PALALDA.

Cette usine a été construite en 1911, initialement pour la fabrication de papier à cigarette.

Aujourd'hui la papeterie est spécialisée dans la fabrication de papiers hospitaliers et médicaux (production exclusive) et comprend 2 machines à papier (n°3 et n°5).

Ces dernières années la production oscille entre 35 et 40.000 t/an de papier brut.

Cette usine a toujours eu pour activité la fabrication de papiers ; il semble que la pâte à papier n'ait jamais été fabriquée sur le site de Palalda à partir des constituants naturels ou recyclés ; la pâte était reçue sur le site, comme actuellement, sous forme de feuilles par balles ou bobines.

Elle occupe une surface d'environ 3,1 ha dont 2 ha de surface bâtie, emploie environ 260-270 personnes. Elle fonctionne 7j/7 et 345 j par an.

Administrativement le premier arrêté d'autorisation date du 17/12/1934.

A la suite de la publication de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 réglementant l'industrie papetière, les études d'impact et de dangers ont été mises à jour ce qui a conduit à l'actualisation des prescriptions par l'arrêté du 30/07/1999 qui constitue l'acte administratif de référence. Il a été modifié par :

- L'APC n° 3388 du 28 septembre 2001 (mise à jour des rubriques de classement) ;
- L'APC n° 4463 du 23 novembre 2004 (modification des prescriptions concernant les substances radioactives) ;
- L'APC n° 4092/08 du 07 octobre 2008 (modification des prescriptions concernant les rejets aqueux) ;
- L'APC n° 2009 316-01 du 12 novembre 2009 (modification des prescriptions concernant l'épandage) ;
- le Récépissé de changement d'exploitant n° 334/09 du 16 novembre 2009 ;
- L'APC n°20110156-0016 du 25 février 2011 (mise à jour des rubriques de classement) ;
- L'APC n°2011117-0004 du 27 avril 2011 (étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau) ;
- L'APC n°2016 189-0001 du 07 juillet 2016 (suite à publication des MTD) ;
- L'APC n°0093-0001 du 03/04/2019 (rubrique IOTA et prélèvement dans le Technique) ;
- L'APC n°114-0001 du 24/04/2019 concernant l'atelier d'impression ;
- L'APC n°182-0002 du 01/07/2021 concernant la prise en compte d'épisode de sécheresse.

Fin 2013 une chaufferie bois industrielle a été mise en service afin de fournir l'énergie de la papeterie et en parallèlement la chaufferie mixte fioul lourd/gaz la plus ancienne a été arrêtée. Initialement cette chaufferie a été autorisée au nom de la société COFELY puis ENGIE. Le courrier préfectoral a acté le changement d'exploitant par STERIMED. L'exploitant technique reste toutefois la société ENGIE.

Les rubriques autorisées et enregistrées sont les suivantes :

- 3610-b : fabrication de papier carton capacité de 47000 t/an (autorisation),
- 2445-a : transformation de papier carton : capacité de 50 t/j (enregistrement),
- 2450-Ab : Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique utilisant un groupe flexographie et une héliogravure (déclaration),
- 1530-2 : dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues : capacité de 18000 m³ (déclaration)
- 2910 : installation de combustion : 9 + 12=21 MW (seuil de 20 MW) (déclaration).

Les rubriques suivantes ont été arrêtées où la capacité est passée sous le seuil de classement :

- 1432 : dépôt de liquides inflammables,

- 1414-3 remplissage de réservoirs,
- 1720 : utilisation de substance radioactives,
- 2925 ; atelier de charge d'accumulateurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des installations	Arrêté Préfectoral du 30/07/1999, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	classées			
3	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
13	Prélèvement dans le Tech	Arrêté Préfectoral du 30/07/1999, article 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
14	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.6	Demande d'action corrective	4 mois
15	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
16	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.10	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
17	Plan d'Opération interne	Arrêté Préfectoral du 30/07/1999, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
18	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.4	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
4	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
5	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
6	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
7	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
8	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
9	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
10	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
11	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
12	Sécheresse : respect des mesures d'adaptation	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.4
19	Audit réglementaire	Arrêté Préfectoral du 30/07/1999, article 6.7

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

L'exploitant a particulièrement pris en compte la problématique sécheresse et mobiliser l'ensemble du personnel pour permettre d'importantes économies d'eau.

Concernant le résultat de la visite, 8 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites administratives demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

L'inspection propose de laisser un délai de 4 mois à l'exploitant excepté pour le complément à l'étude technico-économique concernant le prélèvement d'eau où le délai a été poussé à 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1999, article 1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées			
Prescription contrôlée : Sont autorisées les installations figurant dans la liste suivante :			
ACTIVITE	IMPORTANCE	CLASSEMENT	RÉGIME
Fabrication de papier, carton,	47 000 T/an	2440	Autorisation
Transformation du papier, carton, la capacité de production étant supérieure à 20 T/j	50 T/j	2445-a	Autorisation
Installation de combustion, la puissance thermique étant supérieure à 20 Mw	12+9=21 Mw	2910-1-a	Autorisation
Dépôt de liquides inflammables	FLN°2 : 240 m3 FOD : 8,5 m3	1430 - 1432	Déclaration
Installation de remplissage de gaz inflammables liquéfiés	Remplissage de réservoirs comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	1414-3	Déclaration
Utilisation de substances radioactives du groupe IV sous forme de sources scellées	L'activité totale étant de 3x14,8=44,4GBq	1720-4-b	Déclaration
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues le volume étant inférieur à 20 000 m3	18 000 m³	1530 - b	Déclaration
Atelier de charge d'accumulateurs la puissance maximale de courant continu étant supérieure à 10 kw	32,12 kw	2925	Déclaration
Le prélèvement dans le Tech est classé dans la nomenclature IOTA comme suit :			
Rubrique IOTA	Désignation	Capacité	Régime
1.2.1.0-1°	Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement,	360 m³/h au maximum Prélèvement pendant les périodes d'indisponibilité du canal d'irrigation de Céret.	A
Constats : Il ressort que depuis les modifications de la liste des activités classées par APC du 28/09/2001 et du 25/02/2011 il y a eu de nombreuses évolutions de la nomenclature et des activités, en particulier le remplacement de la rubrique principale 2440 par la rubrique 3610, la suppression d'une chaudière, des stockages de fioul, de l'installation de remplissage GPL...			
Demande de l'inspection à la suite du constat : STERIMED doit produire une mise à jour des activités classées au sein de la papeterie et vérifier qu'il n'y a pas eu d'évolution notable. Sur cette base l'inspection proposera une mise à jour de l'article 1.1.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 4 mois			

N° 2 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : STERIMED a transmis la liste des PFAS par mail du 19/09/2023 (courrier du 18/09/2023). STERIMED évoque l'utilisation d'une substance de dispersion aqueuse de polymère fluoré (AG E061) mais dont les composants n'apparaissent pas dans les listes principales et secondaires des PFAS. STERIMED conclut leur analyse en indiquant qu'ils n'utilisent pas de produits contenant des PFAS de la liste de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2° L'analyse de chacune des substances suivantes : [...] 3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.
Constats : STERIMED a réalisé les 3 campagnes d'analyse dont les résultats ont été enregistrés sur le site Internet GIDAF : <ul style="list-style-type: none">• 1ère campagne : novembre 2023• 2ème campagne : décembre 2023• 3ème campagne : janvier 2024 Le site comprend un seul point de rejet des effluents industriels. STERIMED confirme ne pas avoir effectué d'analyse des éventuels PFAS présents dans la substance de dispersion aqueuse de polymère fluoré (AG E061) car le fabricant, qui a mentionné que la substance est susceptible de contenir des PFAS, n'a pas souhaité préciser les substances chimiques

concernées. En absence d'identification du ou des PFAS, le laboratoire d'analyse ne peut pas effectuer de quantification de la substance.

Demande de l'inspection suite au constat

L'inspection confirme la nécessité de pouvoir identifier les PFAS susceptibles d'être présent dans les rejets.

STERIMED doit demander au fabricant la liste des substances PFAS utilisées pour la fabrication du polymère fluoré (AG E061).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Le prélèvement a été réalisé par le centre d'analyse méditerranée Pyrénées (CAMP) et les analyse PFAS ont été sous-traités au laboratoire INOVALYS.

Le rapport d'analyse mentionne que les analyses PFAS réalisées sont couvertes par l'accréditation COFRAC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

La papeterie est équipée d'un canal de mesure avec un échantillonneur automatique 24h proportionnel au débit.

L'exploitant confirme que le centre d'analyse méditerranée Pyrénées a utilisé son propre échantillonneur pour réaliser le prélèvement.

L'activité était « normale » sur la papeterie lors des 3 campagnes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/l est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/l est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Les limites de quantification sont mentionnées sur le tableau des résultats (colonne « LQ »). La LQ pour l'indice AOF est 2 µg/l et égale ou inférieure à 100 ng/l pour les autres paramètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les résultats ont été enregistrés sur le site Internet GIDAF. Les résultats des substances PFAS sont inférieurs à la limite de quantification. Les résultats de l'indice AOF (Fluor Organique Adsorbable) sont de 2,7 µg/l pour la campagne de novembre 2023, 3,2 µg/l pour la campagne de décembre 2023, 2,5 µg/l pour la campagne de janvier 2024. Le débit est mentionné sur la fiche de résultat ce qui permet de calculer les flux pour les rejets d'AOF (4,1 g le 28/11/23, 9,1 g le 19/12/23, 6,3 g le 16/01/24). L'inspection précise que le ministère continue à analyser les résultats de la campagne d'analyse nationale et est susceptible de faire évoluer le cadre réglementaire. En particulier il ressort des campagnes sur les papeteries, la présence d'AOF dans les rejets, marqueur de la présence de PFAS, sans que des PFAS aient été quantifiés dans les analyses. Cf la demande du point de contrôle n°3 concernant l'identification des PFAS présents dans l'agent hydrofuges AG E061.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des

niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
 - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
 - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
 - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
- [...]

Constats :

La zone Tech – Albères a été placée en niveau :

- alerte par arrêté du 07/07/2022
- alerte renforcée par arrêté du 22/07/2022

Ce niveau a été depuis confirmé par les arrêtés successifs et reste en vigueur à ce jour.

Cette zone de gestion, contrairement à la plupart du reste du département, n'est pas passée au niveau de gestion de crise.

Les déclarations GERE mentionnent les prélèvements suivants :

	Le Tech	réseau AEP	Totale
2023	969 909 m ³	5584 m ³	975 493 m ³
2022	1 381 276 m ³	36 441 m ³	1 417 717 m ³
2021	1 416 377 m ³	32 198 m ³	1 448 575 m ³
2020			1 424 453 m ³

La consommation 2023 correspond à 68,2 % par rapport à la moyenne des consommations 2020 à 2022 (1 430 248 m³) et 68,8 % par rapport à 2022.

Soit une réduction de 31 %.

Cette diminution est due à une baisse de la production et aux différentes mesures d'économie d'eau.

STERIMED indique en particulier que l'économie d'eau a été inscrite dans la politique de management de l'usine et fait partie des critères d'intéressement des employés.

Le bilan sécheresse 2023 précise l'évolution de la consommation spécifique (prélèvement/production brute) : 70 m³/t en 2004, 50 m³/t en 2014, 36 m³/t en 2022, 33 m³/t en 2023. STERIMED confirme que la mise en place des mesures d'économie d'eau se poursuit, la production spécifique est de 25 m³/t en avril 2024 ce qui représente une diminution de 30 % par rapport à 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau

<p>nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p> <p>III. – Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p>
<p>Constats :</p> <p>La papeterie fonctionne de l'ordre de 325 jours par an.</p> <p>Le prélèvement et le rejet ont lieu dans la même masse d'eau (le Tech).</p> <p>La valeur de référence a été calculée en comparaison des consommations des 4 trimestres 2023 et de l'année entière, en soustrayant les quantités rejetées à celles prélevées.</p> <p>Le volume de référence max est de 562 m³/j, sachant que sur 2023 le prélèvement moyen a été de 2657 m³/j.</p> <p>Le prélèvement 2023 ayant été fortement diminué (cf point de contrôle n°8) et les mesures d'exemption concernant la papeterie (cf point de contrôle n°10), l'exploitant n'a pas eu besoin d'utiliser ce volume de référence pour appliquer les réductions prévues à l'article 2 de l'AM du 30/06/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Les installations exemptées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; • captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; • alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; • transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; • production, distribution et cogénération d'électricité ; • production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; • production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; • collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; • nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>

Constats :

STERIMED a transmis un document par mail du 13/06/2023 faisant le point sur l'application du projet d'arrêté ministériel Sécheresse qui fait ressortir les éléments suivant par rapport au § 2° de l'article 2 :

Les 2 machines à papier MAP3 et MAP5 intègrent un recyclage des eaux de process.

Le taux de recyclage peut être calculé par différence entre le débit mesuré en tête de la chaîne et l'apport d'eau claire au circuit, à savoir :

Moyenne S1 2023	MAP3	MAP5	Total usine
Débit caisse de tête	10 803 m ³ /j	20 782 m ³ /j	31 585 m ³ /j
Débit d'eau claire ajoutée au circuit	1 096 m ³ /j	1 192 m ³ /j	2 288 m ³ /j
Calcul eaux recyclées	9 707	19 590	29 297
Eaux de process recyclées	90 %	94 %	92.7 %

D'après ce calcul le taux de recyclage des eaux de procédé est bien supérieur à 20 % et donc les mesures de réduction de l'article 2.I ne sont pas applicables à l'usine de Céret.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire

Prescription contrôlée :

IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire>.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Constats :

L'exploitant confirme utiliser le site internet prévu pour la déclaration des volumes prélevés et consommés.

L'inspection signale que ce site devrait être prochainement supprimé et remplacé par l'ajout d'un module prélèvement sécheresse sur GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Sécheresse : respect des mesures d'adaptation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1999, article 8.4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Sécheresse

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites ci-après lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement. Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d'urgence sont les suivantes :

Seuil de vigilance :

<ul style="list-style-type: none"> • Arrêt de l'arrosage des espaces verts ; • Information du personnel de l'état de sécheresse et rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires ; • Affichage de panneaux de sensibilisation aux principaux points d'utilisation d'eau ; <p>Seuil d'alerte (en complément des mesures du seuil précédent) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ; • Relevé mensuel des compteurs divisionnaires ; • Tenue d'un registre mensuel faisant le bilan entre les prélèvements et les consommations (totales et spécifiques) ; • Organiser une ronde pour vérifier l'absence de fuite et réparer les fuites d'eau ; • Réorganisation des campagnes de production afin de limiter la consommation d'eau ; • report des tests du réseau incendie sauf en cas de nécessité après information de l'inspection des installations classées ; <p>Seuil d'alerte renforcée (en complément des mesures du seuil précédent) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ; • Passage à un relevé hebdomadaire des compteurs divisionnaires et à la tenue hebdomadaire du registre des prélèvements / consommations ; • Arrêt des nettoyages des pièces mécaniques, des sols et sous-sols à la lance d'eau ; Opérations de nettoyage limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique ; • Limiter le rinçage des filtres à sable : augmenter la tolérance de DeltaP ou ne pas faire un rinçage systématiquement 1 fois par faction ; • Interdiction du lavage des voiries à l'exclusion des balayeuses laveuses automatiques ; <p>Seuil de crise (en complément des mesures du seuil précédent) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ; • Passage à un relevé journalier des compteurs divisionnaires et à la tenue journalière du registre des prélèvements / consommations. <p>L'exploitant doit pouvoir justifier à l'inspection des installations classées la mise en œuvre des mesures prescrites et transmet sous format informatique, à la demande, le registre de consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le bilan 2023 des actions engagées dans le cadre de la sécheresse ainsi que le plan d'action en cours afin d'économiser l'eau.</p> <p>Le plan d'actions propose 62 mesures avec un objectif de réduire de 30 % la consommation d'eau.</p> <p>Le bilan fait le point sur les différents indicateurs, l'ensemble des mesures mises en places pour économiser l'eau et les communications réalisées.</p> <p>Ce bilan apparaît particulièrement positif et a permis à l'exploitant de réduire de façon significative ses prélèvements en eau, indépendamment de l'arrêté ministériel sécheresse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Prélèvement dans le Tech

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1999, article 8.3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement dans le Tech doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3</p>

du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ; la société STERIMED doit pouvoir justifier à l'inspection des installations classées du respect de ces dispositions.

En dehors des périodes de prélèvement liées aux périodes d'indisponibilité du canal d'irrigation de Céret, les équipements de prélèvement dans le Tech sont retirés.

La société STERIMED doit maintenir en tout temps, en aval immédiat de la prise d'eau dans le Tech, le débit réservé fixé au niveau de la prise d'eau du canal d'Amélie-les-Bains – Céret, à savoir 650 l/s ; la société STERIMED met en place les moyens lui permettant de s'assurer du respect de ce débit réservé.

Constats :

STERIMED a produit un mémoire technique (référence BZ-09589 version E de mars 2022) analysant les conditions de prélèvement d'eau de l'usine qui se font soit dans le canal géré par l'ASA du canal de Céret soit directement dans le Tech, en cas d'indisponibilité du canal.

Ce document fait ressortir en particulier que le dispositif de pompage historique dans le canal nécessite une surconsommation très importante d'eau et conduit à un shunte de la rivière sur plus de 2 km.

Le rapport propose en conclusion 2 solutions pour améliorer le dispositif de prélèvement, à savoir :

- amélioration de la prise d'eau du canal : automatisation de l'ouverture des vannes de la prise d'eau afin de permettre la fermeture de la vanne de décharge ;
- création d'une prise d'eau pérenne directe dans le Tech pour les besoins de l'usine.

STERIMED confirme poursuivre l'examen des solutions pour limiter l'impact du prélèvement sur la rivière.

Demande de l'inspection suite au constat :

L'inspection confirme la nécessité de maîtriser le prélèvement afin de le limiter au strict besoin de production de l'usine et d'éviter le shunte de la rivière afin de préserver le débit réservé dans le Tech.

STERIMED doit poursuivre l'étude technico-économique afin de proposer la solution retenue et le planning de mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.6

Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre

Prescription contrôlée :

Foudre : L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé

Article 21 AM du 04/10/2010

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la

foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le rapport concernant la dernière vérification complète Foudre réalisée par l'APAVE le 07/07/2023.</p> <p>Ce rapport conclut sur un avis réservé sur la conformité et liste les points nécessitant une mise en conformité.</p> <p>Ce rapport confirme que la vérification a été menée sur la base des différents documents techniques prévus par la réglementation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • analyse du risque foudre (01/06/2010) ; • étude technique (29/03/2011) ; • dossier d'ouvrage exécuté (08/04/2013) ; • rapport de vérification initiale (avril 2013) ; <p>et des documents de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • notice de vérification et maintenance (29/03/2011) ; • carnet de bord (29/03/2011) ; • procédure d'exploitation (29/03/2011). <p>Ce rapport mentionne que la dernière mise en conformité du système de protection foudre a été réalisée en janvier 2020 par une entreprise certifiée QUALIFOUDRE.</p> <p>En séance l'exploitant présente le carnet de bord de l'installation de protection foudre sur lequel est enregistré les dates des différentes vérifications périodiques.</p> <p>Depuis 2017 les vérifications sont réalisées annuellement par l'APAVE, alternativement visite complète et contrôle visuel.</p> <p>L'exploitant confirme par ailleurs qu'aucun impact foudre n'a été enregistré sur les compteurs depuis leur installation.</p> <p>Le rapport de juillet 2023 fait apparaître des non-conformités dont certaines ont déjà été signalées en 2022.</p> <p>L'exploitant précise avoir rencontré des difficultés pour trouver un organisme pour remettre en état le dispositif et confirme être en relation avec la société Occitanie Protection Foudre pour lever les non-conformités.</p> <p>Demande de l'inspection à la suite du constat :</p> <p>Les non-conformités signalées par l'APAVE doivent être corrigées.</p> <p>Le délai de 1 mois prévu pour la remise en état des dispositifs de protection doit être respecté.</p> <p>Le prochain rapport de vérification justifiant la mise en conformité doit être transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 15 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le POI (version 1 – février 2021) qui comprend les plans localisant les risques, à savoir : * Matières combustibles : p 32 et 33 * Zones ATEX : p 42 * Installations électriques : p 29 et 30 * Réseau Gaz : p 28 Les ateliers et aires de manipulation sont intégrés dans ce recensement. L'exploitant ne dispose pas de l'analyse des risques justifiant le recensement des différentes zones. Au cours de la visite de terrain, l'inspection a par sondage visualisé le signallement du risque ATEX. Les autres risques semblent ne pas être signalés sur l'ensemble des zones inventoriées. Demande de l'inspection à la suite du constat : L'exploitant doit pouvoir justifier du recensement des zones à risque susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Ces zones doivent être recensées dans un document approprié avec le risque associé. Le risque doit être signalé sur site à l'entrée des zones.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 16 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
Prescription contrôlée : Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.2 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a notamment transmis :

- le « listing des zones feu » du système de sécurité incendie. Ce listing recense :
 - les locaux électriques équipés de détecteurs de fumée ;
 - les salles électriques protégées par un système d'extinction à l'azote ;
 - les salles informatiques protégées par un système d'extinction à l'azote ;
 - les armoires électriques protégées par un système d'extinction à l'azote ;
- Le descriptif du procédé extinction incendie (sprinklage) des groupes hydrauliques MAP3 et MAP5 ;
- le descriptif du procédé détection d'étincelles et extinction du circuit presses à balles MAP5 ;
- les différents plans de protection incendie localisant les différents détecteurs

En préparation de l'inspection l'exploitant a également transmis le dernier « compte rendu de vérification semestrielle d'un système d'extinction automatique de type sprinkleur ».

Ce compte rendu fait ressortir des points de non-conformités et des observations.

L'exploitant présente en séance le suivi des suites données aux signalements de l'organisme de vérification et confirme prendre en compte les observations formulées.

L'exploitant ne peut aisément justifier des dispositifs de détection automatique d'incendie mis en place sur l'ensemble des zones recensées selon les dispositions de l'article 4.2.

Demande de l'inspection à la suite du constat :

L'exploitant doit

- dresser la liste détaillée des dispositifs de détection automatique d'incendie avec leur fonctionnalité, présents dans chacune des zones recensées en application de l'article 4.2 ;
- déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps ;
- justifier de la pertinence du dimensionnement pour les dispositifs de détection ;
- justifier de la pertinence du dimensionnement pour les dispositifs d'extinction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 17 : Plan d'Opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1999, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération interne

Prescription contrôlée :

Le plan d'intervention interne sera modifié en plan d'opération interne (P.O.I)

[...]

Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Par ailleurs, cinq exemplaires du POI doivent être affectés aux services du Préfet, parties prenantes dans sa mise en œuvre : cabinet, service départemental d'incendie et de secours (2), protection civile, inspecteur des installations classées.

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le POI (version 1 daté de février 2021).

A noter que l'obligation d'un POI est prévue par l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la

prévention des accidents majeurs et concerne les établissements SEVESO ce qui n'est pas le cas de la papeterie.

L'arrêté ministériel du 10/09/2020 papeterie n'impose pas non plus de POI.

La défense incendie du site repose sur :

- les équipes de 1^{re} intervention (extincteur et RIA);
- les dispositifs d'extinction automatique présent notamment sur les MAP3, MAP5 et les coffrets électriques ;
- les moyens du SDIS.

Le site ne dispose pas de réserve incendie, la ressource en eau est assurée par le réseau ville.

Le personnel est chargé des actions suivantes :

- déclencher l'alarme ;
- évacuer le personnel ;
- assurer la coupure électrique ;
- ouvrir les trappes de désenfumage ;
- procéder à la mise en rétention du site ;
- accueillir les secours extérieurs.

Le site dispose également d'un plan ETARE datant d'août 2016.

L'inspection confirme que le POI doit être au minimum adressé au SDIS.

Demande de l'inspection à la suite du constat :

L'exploitant doit pouvoir justifier :

- du dimensionnement des moyens incendie en fonction du risque à défendre, en lien avec le recensement des zones à risques en application de l'article 4.2 ;
- de la disponibilité effective des débits d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 18 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une surveillance sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.

L'exploitant justifie sa production nette journalière.

Paramètre	Condition de flux	Fréquence de surveillance
Débit	-	En continu.
DCO (3) (sur effluent non décanté)	Flux supérieur à 300 kg/j (1) :	Journalière (4) (5).
Matières en suspension	Flux supérieur à 100 kg/j (1) :	Journalière (4) (5).
DBO5 (sur effluent non décanté)	Flux supérieur à 100 kg/j (1) :	Hebdomadaire (6).
Azote global	Flux supérieur à 50 kg/j (1) :	Hebdomadaire (4).

Phosphore total	Flux supérieur à 15 kg/j (7) :	Hebdomadaire (4).
Hydrocarbures totaux	Flux supérieur à 10 kg/j :	Journalière.
Composés organohalogénés adsorbables (7) (AOX)	Flux supérieur à 2 kg/j (1) :	Mensuelle (pâte kraft blanchie). Bimestrielle.
Indice phénols	Flux supérieur à 500 g/j :	Journalière.
Cuivre et ses composés	Flux supérieur à 500 g/j : Flux compris entre 200 et 500 g/j : Flux inférieur à 200 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9). Annuelle (2).
Zinc et ses composés	Flux supérieur à 500 g/j : Flux compris entre 200 et 500 g/j : Flux inférieur à 200 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9). Annuelle (2).
Plomb et ses composés	Flux supérieur à 100 g/j :	Mensuelle.
Nickel et ses composés	Flux compris entre 20 et 100 g/j :	Trimestrielle (9).
Chrome et ses composés	Flux inférieur à 20 g/j :	Annuelle (2).
Autre substance dangereuse visée à l'article 5.12-VII-4	Flux supérieur à 100 g/j : Flux compris entre 20 et 100 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9).
Cadmium et ses composés	Flux supérieur à 5 g/j :	Mensuelle.
Mercure et ses composés	Flux compris entre 2 g/j et 5 g/j : Flux inférieur à 2 g/j :	Trimestrielle (9). Annuelle (2).
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 5.12-VII-4	Flux supérieur à 5 g/j : Flux compris entre 2 g/j et 5 g/j :	Mensuelle. Trimestrielle (9).
EDTA, DTPA (8)		Mensuelle (2).
[...]		

Constats :

Les conditions de surveillance sont reprises dans l'arrêté préfectoral à l'article 13.3.1.

Des dispositions spécifiques ont été fixées pour le contrôle de la DBO5.

L'exploitant reporte les résultats sur le site Internet GIDAF.

L'exploitant réalise en interne la surveillance des paramètres : Débit, Temp, pH, MES, DCO.

La surveillance des autres paramètres est confiée à un laboratoire externe.

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le plan de contrôle établi pour l'ensemble des paramètres de l'arrêté papetier en fonction des flux rejetés et confié au laboratoire externe, à savoir :

- fréquence hebdomadaire : MES, DCO NTK NH4, NO2, NO3, P
- fréquence bimestriel : AOX
- fréquence trimestrielle : Soufre, Ind phénol, Hg totaux, Couleur, Toxicité daphnie, As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn

En séance l'exploitant présente un tableau analysant les différentes obligations de surveillance (AM rubrique 3610, AM rubrique 2445, AM 02/02/1998, AP du 30/07/1999), en fonction du flux émis et justifiant de la surveillance retenue pour le site de Palalda.

La vérification de l'autosurveillance sur GIDAF fait apparaître ponctuellement des non-conformités qui font l'objet de commentaires de l'exploitant.

L'article 5.12 de l'AM du 10/09/2020 fixe les conditions de respect des VL comme suit : 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

L'exploitant signale que les mesures d'économie d'eau réalisées entraînent une hausse des concentrations en particulier de la DCO, en limite des seuils de l'arrêté préfectoral, notamment pour la VL mois. Les concentrations spécifiques restent par contre stables.

Demande de l'inspection à la suite du constat :

L'exploitant doit suivre les critères de l'article 5.12 afin de pouvoir justifier de la conformité des rejets malgré les dépassements ponctuels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 19 : Audit réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/1999, article 6.7

Thème(s) : Autres, Audit réglementaire

Prescription contrôlée :

Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas un an.

Tous les trois ans cette vérification est effectuée par un organisme ou une personne extérieure compétent et indépendant de l'établissement.

Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les modalités des audits définies dans cet article pourront être revues par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats observés, de l'expérience acquise et sur présentation d'un dossier motivé.

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le résultat de l'audit de l'arrêté d'autorisation pour la dernière évaluation réalisée en 2024, le précédent a été mené en avril 2023.

La dernière évaluation par une entreprise externe a été réalisée en mai 2021 par la société ECHOLINE

L'évaluation réalisée sur un tableau Excel comprend une colonne précisant le plan d'action en cas de constat d'une non-conformité.

L'exploitant confirme que les arrêtés ministériels sont audités tous les 3 ans par la société ECHOLINE, chargée par ailleurs de la veille réglementaire sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite